

**NOTIFIE LE 17 MAI 2024**

arrêté mis en ligne le 17 mai 2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté – Egalité – Fraternité

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/MA

## **ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE**

**Du 14 mai 2024**

ST/A-2024-365

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 2022,

Vu la demande présentée par l'entreprise SOC sise TSA 70011 – 69134 DARDILLY CEDEX dans le cadre de la création d'un branchement assainissement du n° 30 rue de l'Isle.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1° - Entre le 03 juin 2024 et le 20 juin 2024 (2 jours)**, le stationnement sera interdit rue de l'Isle, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 2° - Les travaux seront interrompus les mardis et vendredis matins, jours de marché.**

**ARTICLE 3° - Entre le 03 juin 2024 et le 20 juin 2024 (2 jours)**, la circulation sera interdite rue de l'Isle entre le Quai de l'Isle et la rue du Président Carnot, au droit du chantier.

**ARTICLE 4° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.**

**ARTICLE 5° - La signalisation et la déviation nécessaires seront mises en place par l'entreprise.**

**ARTICLE 6° - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.**

**ARTICLE 6° -** cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le quatorze mai deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire par délégation  
Le conseiller délégué à la voirie,  
à la propreté,  
au Centre Technique Municipal  
et au plan communal de sauvegarde



Bilal HALHOUL

Signé électroniquement par : Bilal Hathoul  
Date de signature : 16/05/2024  
Qualité : Parapheur B Halhoul Libourne